

[lepoint.fr](https://www.lepoint.fr)

Marseille : des écoles insalubres qui scandalisent

Le Point, magazine

4-5 minutes

Le sujet est tellement grave que *Libération* y consacre la une de son [édition du 2 février](#). « Écoles à [Marseille](#), la honte de la République », titre le quotidien après avoir mené une enquête dans cinq écoles de la cité phocéenne. Salles de classe aux murs imbibés d'eau, sols abîmés et criblés de trous (quand ils ne sont pas pleins d'amiante), équipements inutilisables, problèmes de chauffage... Les problèmes sont nombreux dans les établissements des quartiers nord de la ville.

Le collectif Castellane, qui réunit des enseignants des écoles concernées, réclame aujourd'hui la mise en place d'« un état d'urgence dans les écoles marseillaises ». Excédés, les parents d'élèves ont eux aussi décidé d'agir et dénoncent des conditions d'accueil « inacceptables », un « délaissement », qui mettraient en danger la santé de leurs enfants. Certains souffrent en effet de problèmes directement liés à leurs salles de classe et sont atteints de sinusite ou d'asthme.

12 °C dans les classes de maternelle

Le 21 janvier dernier, Charlotte Magri, une enseignante de ces fameux quartiers nord, avait déjà témoigné dans [Libération](#), dénonçant l'état désastreux de son école primaire. « Quand tu

vois dans ta classe que tes élèves ont les lèvres bleues, tu as honte. J'ai honte », avait-elle alors expliqué. Le 30 novembre, elle avait écrit une [lettre ouverte à la ministre de l'Éducation](#) pour dénoncer cette situation.

Si son appel a permis de faire réparer le chauffage et les vitres cassées de son école, l'enseignante dénonce le blocage dans d'autres établissements. « À l'école de la Timone, en maternelle, ils avaient 12 °C la semaine dernière », dénonce-t-elle sur [France 3 Provence](#). [La pétition de Charlotte Magri](#), lancée il y a trois semaines pour alerter sur ce sujet, a recueilli à ce jour plus de 15 000 signatures.

3,9 millions d'euros versés à la mairie pour des travaux

Le [ministère de l'Éducation](#) nationale a expliqué qu'elle avait conscience du problème, et ce, avant même d'avoir reçu la lettre de Charlotte Magri. Le gouvernement assure par ailleurs avoir prévu la création de 330 postes d'enseignant dans la ville pour septembre prochain et avoir déjà versé 3,9 millions d'euros à la mairie depuis 2014 pour des travaux dans ses établissements scolaires.

Dans *Libération*, l'entourage du ministre de la Ville [Patrick Kanner](#) reconnaît que la situation est tellement préoccupante qu'un rapport pour dresser un état des lieux précis des écoles marseillaises a été commandé. De son côté, le rectorat de l'académie d'Aix-Marseille explique qu'il ne peut rien faire, car les écoles maternelles et élémentaires sont à la charge des communes, renvoyant ainsi directement à la responsabilité de la ville.

« Une situation d'apartheid ! »

Interrogée par [France Info](#), [Samia Ghali](#), la sénatrice-maire PS des quartiers nord de Marseille, accuse elle aussi la mairie de laisser délibérément à l'abandon certaines écoles de la ville. « On se retrouve avec une véritable ghettoïsation, une situation d'apartheid ! » accuse l'élue, qui justifie : « Ce terme n'est pas du tout exagéré, il est confirmé par des photos qui ont été publiées dans le journal [Libération](#). »

Samia Ghali illustre ce délabrement en racontant l'exemple surprenant de son secteur : « En 2015, il y a eu 84 demandes de travaux urgents, pour des raisons sanitaires ou de sécurité, dans 46 écoles. » « Cela crée chez les enfants un rejet, un mépris de ce que représente l'école de la République à Marseille. (...) C'est sûr qu'on se retrouve avec des situations où ces mêmes enfants, à l'adolescence, brûlent l'établissement dans lequel ils sont censés avoir étudié », conclut la sénatrice.